

Monsieur Lionel VIVES-DIAZ

XXXXX

XXXXXXXXXXXXXXXXXX

☎05 xxxx

LOMBEZ, le 8 février 2019

A Monsieur le Président de la République

Palais de l'Elysée

55 rue du Faubourg Saint-Honoré

75008 Paris

Monsieur le Président de la République,

Le 10 octobre 1940 naissait à Oran, en Algérie française, mon père Jean-Claude VIVÈS.

Son père était ouvrier typographe et sa mère tenait une petite épicerie. Une famille modeste qui sera prise dans la tourmente du mouvement de décolonisation des années 60.

Mon père, jeune adulte, quitta sa terre natale en juillet 1962, emportant comme seul bagage une blessure béante au cœur et à l'âme.

Il se lança alors à corps perdu dans le travail... afin d'oublier.

Mais la retraite arrivant, les souvenirs se firent plus présents, plus pressants, et la blessure se remit à couler, déversant des flots de désespoir.

Il y a quelques jours, mon père a commis l'irréparable... l'insoutenable manque de « son » Algérie.

Il est actuellement dans un état désespéré.

Monsieur le Président de la République, je vous tiens pour responsables, vous et vos prédécesseurs, de cette tragédie, vous sans doute plus qu'un autre en raison de vos abjectes déclarations à Alger en février 2017. Non seulement le drame de ceux que l'on appelle les Pieds-Noirs n'a jamais été pris en considération mais, de déclaration en déclaration, ils n'ont cessé d'être salis.

Monsieur le Président de la République, le drame de l'Algérie n'appartient pas encore aux livres d'Histoire, il a fait une nouvelle victime en février 2019.